

Barrer les chemins à la pêche INN : Cinq mesures que les gouvernements peuvent appliquer

OCEANA

© OCEANA / José Alcaraz

Résumé exécutif

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) est un phénomène global qui épuise les stocks de poissons, nuit aux communautés locales et aux écosystèmes marins, crée une concurrence déloyale sur le marché et prive chaque année les gouvernements de milliards de dollars de recettes fiscales.¹ Il est particulièrement difficile de lutter contre la pêche INN, surtout parce qu'elle a normalement lieu loin des côtes, et parce que la poursuite des contrevenants oblige souvent à patrouiller dans des eaux éloignées et à traverser de multiples juridictions.

Pourtant, il existe une autre façon de s'attaquer au problème : empêcher l'accès des navires de pêche INN aux services essentiels de soutien. Ces services comprennent le maintien des navires, le ravitaillement en carburant, les assurances et les communications non

essentielles par satellite. Aujourd'hui plusieurs accords internationaux obligent déjà à prendre des mesures à l'encontre de tous les prestataires de services qui soutiennent la pêche INN, et un nombre important de pays ont déjà procédé à codifier ces sanctions dans leurs lois. Malgré ces bonnes intentions, les gouvernements appliquent rarement des sanctions à l'encontre des prestataires de services qui maintiennent des relations commerciales avec des navires dont les relations avec la pêche INN sont connues.

Dans ce résumé sur les politiques à mettre en place, nous présentons cinq mesures que les gouvernements devraient prendre pour éviter que les entreprises ne prêtent support à la pêche INN et pour couper les lignes de soutien sur lesquelles s'appuient les navires de pêche INN.

Nous appelons les gouvernements à :



S'assurer que les lois nationales considèrent illégal tout appui prêté aux navires qui pratiquent la pêche illégale, quel que soit leur pavillon ou le lieu où la pêche INN est pratiquée.



Partager les informations sur la pêche INN avec d'autres gouvernements, ainsi qu'avec les organismes pertinents et les entreprises qui rendent service aux navires de pêche.



Exiger des entreprises qu'elles fassent preuve d'une plus grande diligence pour s'assurer qu'aucun support n'est prêté aux navires de pêche INN, et en premier lieu aux navires figurant sur la [Liste Combinée des Navires de Pêche INN](#).



Pénaliser les prestataires de services qui donnent soutien aux navires ayant pratiqué la pêche INN, en veillant à ce que les sanctions soient suffisantes pour décourager ce type de soutien.



Exiger aux navires battant leur pavillon ou accédant à leurs eaux qu'ils indiquent quels sont leurs véritables propriétaires.

© OCEANA / Keith Ellenbogen

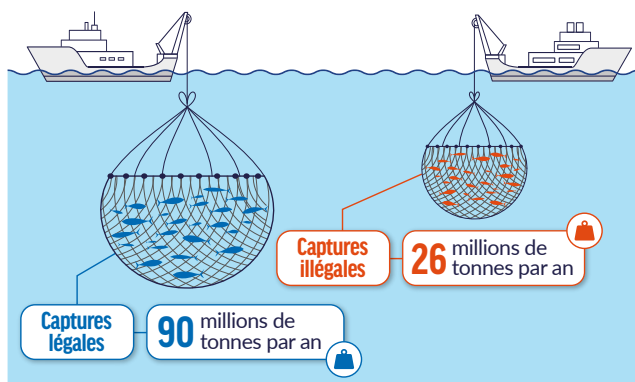


Références :

¹ Temple, A. J., Skerritt, D. J., Howarth, P. E., Pearce, J., & Mangi, S. C. (2022). Illegal, unregulated and unreported fishing impacts: A systematic review of evidence and proposed future agenda. *Marine Policy*, 139, 105033.

Introduction

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) représente une part importante des captures mondiales.² Les captures de poissons actuellement déclarées représentent près de 90 millions de tonnes par an,³ et la plupart des estimations récentes situent la quantité annuelle de captures illégales de poissons près des 26 millions de tonnes.⁴



La pêche INN comprend toute une série d'activités, allant de la déclaration erronée des débarquements à la violation pure et simple des lois et des réglementations. Elle peut épuiser les stocks de poissons, porter préjudice aux communautés locales et aux écosystèmes marins, priver chaque année les gouvernements de milliards de dollars de recettes fiscales⁵ et augmenter l'insécurité alimentaire, les pays en développement étant les plus exposés. Par ailleurs, une partie de la pêche INN est liée au crime organisé international⁶ et elle a été associée à des violations du droit du travail, au blanchiment d'argent, au trafic de stupéfiants et à la traite d'êtres humains.^{7,8}

La pêche INN peut avoir lieu loin des côtes et elle est parfois pratiquée à grande échelle dans de nombreuses juridictions. Par exemple, **un navire**, décelé lorsqu'il essayait de capturer illégalement la légine antarctique, appartenait à une compagnie espagnole, battait pavillon indonésien, s'est réfugié au Sénégal et a expédié ses prises illégales au

Vietnam. Étant donné l'échelle et la complexité du problème, les entreprises d'un pays peuvent violer les lois de cette même nation en rapatriant les revenus illicites provenant d'activités illégales à l'étranger. Cet exemple et bien d'autres similaires démontrent que la pêche INN porte préjudice à l'ensemble des pays, en créant partout une concurrence déloyale.

Le caractère mondial de la pêche INN explique pourquoi il est difficile de la poursuivre et de sanctionner les bénéficiaires de ces activités. Il se peut que les coupables aient leur résidence hors de la juridiction des autorités qui essaient de les sanctionner, et qu'ils aient donc recours aux lacunes légales telles que la pêche sous le drapeau d'un pays qui n'a pas la volonté politique ou la capacité de contrôler les navires de pêche qui portent leur drapeau. Par ailleurs, les amendes ou les sanctions sont généralement imposées aux navires ou à leurs capitaines, plutôt que de demander des comptes aux propriétaires qui sont les « véritables » bénéficiaires.

Compte tenu de ces difficultés, les gouvernements et les entreprises ont commencé à utiliser un outil supplémentaire : priver les navires dédiés à la pêche INN d'un certain nombre de services essentiels tels que le maintien des navires, le ravitaillement en carburant, les assurances et les communications par satellite non essentielles.



Références :

- 2 Temple, A. J., Skerritt, D. J., Howarth, P. E., Pearce, J., & Mangi, S. C. (2022). Illegal, unregulated and unreported fishing impacts: A systematic review of evidence and proposed future agenda. *Marine Policy*, 139, 105033.
- 3 FAO. 2022. The State of World Fisheries and Aquaculture 2022. Towards Blue Transformation. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0461en>
- 4 Agnew, D. J., Pearce, J., Pramod, G., Peatman, T., Watson, R., Beddington, J. R., & Pitcher, T. J. (2009). Estimating the worldwide extent of illegal fishing. *PloS one*, 4(2), e4570.
- 5 Sumaila, U. R., Zeller, D., Hood, L., Palomares, M. L. D., Li, Y., & Pauly, D. (2020). Illicit trade in marine fish catch and its effects on ecosystems and people worldwide. *Science advances*, 6(9), eaaz3801.
- 6 <https://www.rusi.org/explore-our-research/projects/below-surface-how-illegal-fishing-threatens-our-security>
- 7 Belhabib, D., & Le Billon, P. (2022). Adjacency and vessel domestication as enablers of fish crimes. *Frontiers in Marine Science*, 9, 936174.
- 8 Selig, E. R., Nakayama, S., Wabnitz, C. C., Österblom, H., Spijkers, J., Miller, N. A., ... & Decker Sparks, J. L. (2022). Revealing global risks of labor abuse and illegal, unreported, and unregulated fishing. *Nature Communications*, 13(1), 1612.

Comment barrer l'accès

Les navires de la pêche INN, comme tous les navires de pêche à grande échelle, dépendent de services clés pour fonctionner, notamment :

- L'approvisionnement en carburant en mer, appelé ravitaillement en carburant.
- Les agences de recrutement d'équipage.
- Les services de satellites pour la navigation, les prévisions météorologiques et la communication.
- Les assurances contre les pertes ou dommages.
- Le transbordement, ou transfert des captures vers d'autres navires en mer.
- La fourniture d'équipements tels que les pièces de rechange et les engins de pêche.
- Les sociétés de classification ou les entités tierces fournissant des certifications officielles de normes.
- Les services de banque, pour faciliter l'exécution et la réception de paiements.

De même que les gouvernements considèrent illégal de conduire une voiture de fuite pour un braqueur de banque, ils doivent interdire aux entreprises de fournir des services aux navires de pêche INN. Une étude⁹ sur l'assurance maritime estime que cette stratégie pourrait être efficace, bien que la mise en place des mécanismes juridiques nécessaires soit un processus en plusieurs étapes. De nombreux pays ont déjà accepté de lancer le processus en adhérant à des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP). Cinq ORGP exigent de leurs membres qu'ils prennent des mesures contre leurs ressortissants (tant contre les citoyens comme contre les entreprises) qui fournissent des services aux **navires de pêche INN** vérifiés.

L'étape suivante pour les gouvernements consiste à s'assurer qu'il y a en place des lois nationales qui interdisent le soutien de la pêche INN. Les lois efficaces partagent un certain nombre d'éléments ; par exemple, elles interdisent aux nationaux de soutenir la pêche INN où que ce soit dans le monde, y compris en haute mer et dans les eaux d'autres pays. Elles établissent également des sanctions suffisantes pour prévenir le soutien à la pêche INN.

Certains gouvernements et organisations intergouvernementales ont déjà pris cette mesure ; l'Union Européenne (UE), par exemple, dispose d'un **cadre légal** qui interdit aux ressortissants des États membres de soutenir la pêche INN. D'autres pays où la pêche est importante tels que le Taïwan, la Corée du Sud et le Royaume Uni ont des lois similaires, ce qui n'est pas le cas de certains pays comme la Chine, le Japon ou les États Unis.

Une fois qu'il y a un cadre légal en place, l'application des sanctions est essentielle. Actuellement, les états se limitent à envoyer des avertissements aux entreprises, mais il n'y a aucune confirmation qu'un de ces pays ait effectivement envoyé une sanction à un prestataire de services pour avoir soutenu un navire pratiquant la pêche INN. D'après une **étude de 2022** réalisée par la Commission

Européenne, la sanction de citoyens qui soutiennent ou participent aux activités de pêche INN en dehors des eaux de l'UE n'a eu lieu que très rarement.

Une fois que les états appliquent leurs lois, il est important que les peines soient suffisantes pour dissuader les contrevenants. Un **rapport de 2022** établi par la Cour Européenne d'auditeurs a démontré que les amendes imposées aux bénéficiaires de la pêche INN sont souvent inférieures aux profits obtenus grâce à elle. La situation dans son ensemble reste floue car il existe peu ou pas d'informations publiques sur le nombre d'infractions relevées par les pays et sur les amendes infligées.



Références :

- ⁹ Miller, D. D., Sumaila, U. R., Copeland, D., Zeller, D., Soyer, B., Nikaki, T. & Pauly, D. (2016). Cutting a lifeline to maritime crime: marine insurance and IUU fishing. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 14(7), pp. 357-362.



Élargir le filet

Les gouvernements doivent prendre l'initiative de lutter contre la pêche INN en exigeant davantage d'actions de la part des prestataires de services et en élargissant le partage international d'informations.

Une étape importante consisterait pour les gouvernements à exiger des prestataires de services qu'ils refusent les services aux opérateurs de pêche INN connus lors de la sélection de nouveaux clients. Les outils clés dans cet effort sont les listes de navires de pêche INN vérifiés, tenues par les ORGP et consolidées sur la [Liste combinée des navires de pêche INN](#). En mai 2023, moins de 360 navires ont été enregistrés, et un nombre relativement restreint est ajouté chaque année. Par conséquent, le contrôle des clients ne devrait pas supposer une charge trop lourde pour les prestataires de services, en particulier pour les plus grandes entreprises, qui souvent utilisent des logiciels sophistiqués de gestion du risque pour rassembler les données.

Puisque les listes de navires de pêche INN ne sont pas exhaustives, Oceana et d'autres organisations travaillent pour développer des outils permettant aux prestataires de services de mieux déceler les mauvais acteurs. Par exemple, Vessel Viewer, un outil en ligne piloté par Ocean Risk and Resilience Action Alliance, Global Fishing Watch et TMT, combine les listes de navires de pêche INN avec d'autres indicateurs de risque afin d'aider les compagnies d'assurance à prendre leurs décisions quant aux navires à assurer.

Une fois que les navires sont inclus dans les listes de navires qui pratiquent la pêche INN, les ORGP et leurs membres devraient partager les bases

factuelles détaillées de l'inscription, comme certains le font déjà. Les États devraient aussi partager l'information pertinente par le biais d'INTERPOL ou d'autres initiatives internationales visant à lutter contre la pêche INN.

À mesure que l'échange d'informations se généralise, les gouvernements devraient encourager d'autres pays et les ORGP à utiliser les données recueillies et à se joindre aux efforts visant à isoler les navires de pêche INN des services de soutien. Ils devraient, par exemple, encourager les ORGP à exiger que tous leurs membres sanctionnent les prestataires de services qui soutiennent les opérateurs de pêche INN. Les ORGP et leurs membres devraient partager de façon proactive l'information sur les activités possibles de pêche INN, leurs prestataires de services associés et les propriétaires et bénéficiaires des navires impliqués.

Finalement, pour confirmer que les mesures nécessaires ont été prises, les gouvernements devraient recueillir des informations auprès des prestataires de services qui opèrent dans leurs juridictions sur les mesures prises pour éviter de donner soutien aux navires de pêche INN. Ils peuvent le faire au moyen de demandes d'informations volontaires ou obligatoires.

Ces mesures viendraient compléter les propositions visant à élargir le partage d'informations à une plus large échelle. Par exemple, Oceana a [appelé](#) l'UE et ses États membres à créer un registre public de navires appartenant à l'UE mais enregistrés sous des pavillons tiers, et à identifier les nationaux possédant des navires dans des pays tiers à haut risque.



Conclusion

Un certain nombre de gouvernements et d'autres organisations sont en train de prendre des mesures louables dans la lutte contre la pêche INN. Mais, pour combattre efficacement ce problème transnational, il faut des mesures plus larges et plus efficaces. En empêchant activement l'accès aux services dont dépendent les navires de pêche INN, ils seront en mesure de déployer leurs interventions pour s'adapter à l'échelle du problème. Il est impératif que les gouvernements commencent à déployer toute leur autorité dans cet effort.

Par ailleurs, les gouvernements peuvent augmenter leur efficacité en élargissant le partage international d'informations. Ils encourageront ainsi la coopération d'un plus grand nombre de pays et mobiliseront l'ensemble du réseau commercial qui soutient potentiellement la pêche INN. Ensemble, les gouvernements et les entreprises peuvent améliorer considérablement leurs chances d'atténuer la pratique omniprésente et préjudiciable de la pêche INN. Grâce à leurs efforts réciproques, ils contribueront à assurer un meilleur avenir à nos océans et à tous ceux qui en dépendent.

© Oceana

Cette publication peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Oceana aimerait recevoir une copie de toute publication reprenant cette publication en tant que source. Il est interdit d'utiliser cette publication à des fins de revente ou pour toute autre fin commerciale, de quelque nature que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable d'Oceana.